

PRÉAMBULE



Barbara Hayoz (présidente du conseil d'administration) et Peter Gisler (directeur)

Les douze derniers mois ont été marqués par des incertitudes géopolitiques, une forte hausse des taux d'inflation et des fluctuations importantes des taux de change. En Europe, la situation reste marquée par la guerre en Ukraine. La crise énergétique qui résulte des sanctions prises à l'encontre de la Russie a des répercussions majeures dans toute l'Europe. L'augmentation des taux directeurs dans le but de juguler l'inflation et la volatilité persistante des cours des actions influencent aussi l'environnement économique. Et malgré les mesures qui ont été prises, le risque d'une pénurie d'électricité guette la Suisse, avec des conséquences incertaines sur la société et sur l'économie. La Banque nationale suisse (BNS) a changé sa politique de taux à l'été 2022: c'est la fin – du moins, pour le moment – du règne artificiel de l'argent gratuit et des taux d'intérêt négatifs. Et c'est heureux.

Retour sur une année d'incertitudes

Quelles pourraient être les conséquences pour les exportateurs suisses? La conjoncture économique va-t-elle se dégrader? Et l'Europe est-elle vraiment menacée par une crise énergétique? Il est difficile de répondre à

ces questions, et même les experts ne sont pas unanimes. Chacune et chacun d'entre nous devra apprendre à composer avec ces incertitudes et faire preuve de résilience et de flexibilité pendant la crise.

L'initiative Pathfinding et l'approche «Team Switzerland Infrastructure» – qui est le fruit d'une étroite collaboration entre la SERV, le SECO, l'organisation officielle chargée de la promotion des exportations Switzerland Global Enterprise (S-GE) et diverses associations, au premier rang desquelles Swissmem et Swissrail – sont une réponse possible à ces défis.

Toutes deux ont pour objectif de faciliter l'accès des PME aux grands projets d'infrastructures à l'étranger et de leur ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux. Outre les projets menés dans le cadre de l'initiative Pathfinding, d'autres contrats d'exportation volumineux, comme l'opération d'assurance d'un projet de modernisation du secteur du textile égyptien (cf. Sur le terrain, Participation suisse à un projet phare de rénovation de l'industrie textile égyptienne), ont contribué de manière significative aux primes que la SERV a encaissées en 2022. En conséquence, la SERV a généré le deuxième résultat le plus élevé de son histoire au niveau des recettes de primes.



«Dans les périodes d'incertitudes, il est capital que les exportateurs suisses puissent compter sur la SERV et voient en elle un partenaire flexible et résilient. Aussi la SERV doit-elle poursuivre son développement pour rester en mesure de répondre aux exigences des exportateurs.»

BARBARA HAYOZ
PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Du fait de la guerre en Ukraine, la SERV anticipe une augmentation des dommages dans un avenir proche, qui se reflète déjà partiellement dans son résultat commercial sous la forme de dommages imminents. La nouvelle exposition a connu une évolution positive cette année. Une grande partie des accords de principe (AP) établis en 2021 ont été convertis en polices d'assurance (PA) cette année, d'où un nouvel engagement de CHF 3,296 mia. En revanche, les nouveaux AP établis, pour un montant de CHF 1,434 mia., ont diminué par rapport à l'année précédente. Malgré une situation tendue en matière de dommages à cause de la guerre en Ukraine, la SERV affiche un résultat d'entreprise positif de CHF 46,7 mio. en 2022. Les recettes de primes de CHF 156,1 mio., moins les charges des sinistres de CHF 96,9 mio., ont largement contribué au résultat. À la suite de la modification des taux d'intérêt, la SERV est de nouveau parvenue à générer, pour la première fois depuis 2017, des intérêts créditeurs de CHF 17,4 mio. grâce à ses investissements auprès de la Trésorerie fédérale.

La SERV, un facilitateur commercial tourné vers l'avenir

La SERV est en position de force. Sa raison d'être – «Minimise Risks. Maximise Exports» – est ambitieuse, et sa stratégie 2025 cohérente. La manière dont elle est structurée et le personnel dont elle dispose lui permettront de poursuivre sa stratégie. L'ambition de la SERV de devenir un facilitateur commercial dans le cadre des initiatives mentionnées ci-dessus est un pilier important de sa stratégie, un cap que la SERV suivra résolument afin de faciliter l'accès des PME aux projets d'infrastructures importants à l'étranger. La SERV enregistre ses premiers succès dans ce domaine: pendant l'exercice considéré, 30 exportateurs suisses ont remporté des contrats de sous-traitant pour un montant de CHF 175,0 mio. Les besoins importants d'investissements dans les infrastructures au niveau mondial ouvrent de nouvelles perspectives aux exportateurs suisses. Il va de soi qu'au cours des prochaines années, la SERV va aussi s'atteler à des chantiers comme la numérisation, la durabilité et la transformation de l'économie pour atteindre la neutralité climatique.



«La SERV est sur la bonne voie, aussi bien sur le plan structurel que stratégique, pour poursuivre sa transformation et devenir un facilitateur commercial. Ce faisant, elle entend avant tout contribuer au renforcement des exportations suisses et faciliter l'accès des entreprises aux projets d'infrastructures.»

PETER GISLER
DIRECTEUR

Le commerce extérieur revêt une importance de premier plan pour la Suisse puisque les exportations de marchandises représentent plus de 40 pour cent du produit intérieur brut du pays. Les groupes multinationaux et les PME sont logés à la même enseigne. Tous évoluent dans un environnement international à la fois dynamique et difficile: l'incertitude politique, l'essor économique de la Chine, la transformation de l'économie, qui tend vers la neutralité climatique, le recours de plus en plus effréné aux technologies numériques et la diminution des flux commerciaux causée par des crises comme la pandémie de COVID-19 ou la guerre en Ukraine menacent le modèle de réussite de la Suisse. Le financement et la couverture des risques sont des facteurs de compétitivité décisifs pour le commerce extérieur, et les assurances contre les risques à l'exportation publiques telles que la SERV jouent, partout dans le monde, un rôle de plus en plus important pour soutenir les opérations commerciales à l'étranger à l'aide de mesures de politique industrielle. Et la SERV peut, elle aussi, contribuer de manière significative à la résolution des défis mondiaux.

Politique de couverture de la SERV

La modification temporaire de l'ordonnance sur la SERV (OASRE) suite aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 a expiré le 31 décembre 2022. Le 23 septembre 2022, le Conseil fédéral a décidé de prolonger, pour une durée illimitée, les critères de valeur ajoutée temporairement en vigueur, qui exigent que la part de la valeur ajoutée suisse représente au moins 20 pour cent de la valeur totale de la commande. Les taux de couverture qui avaient été relevés pour les produits de liquidité reviennent quant à eux à leur niveau précédent.

Se préparer pour l'avenir

Pour pouvoir continuer à soutenir au mieux les exportateurs suisses, la SERV doit reconnaître les signes du temps et les interpréter correctement. La loi sur la SERV (LASRE) et l'OASRE ont été élaborées dans les années 2000, mais le secteur de l'exportation, le commerce extérieur, les prescriptions en matière de gouvernance, les besoins de produits et, surtout, les exigences à l'égard d'une agence de crédit à l'exportation (ACE) moderne ont évolué depuis. De petites modifications y ont été apportées par le passé, à chaque fois pour tenir compte d'une situation exceptionnelle (crise financière de 2007-2009, pandémie de COVID-19 en 2020). Si la SERV exploite pleinement les conditions cadres pour être en mesure de répondre aux attentes actuelles, elle se heurte régulièrement à des limites.

En outre, force est de constater que des difficultés subsistent dans le domaine du financement des opérations d'exportation. Pour les banques, il est de plus en plus difficile et coûteux de financer des opérations d'exportation. Cette situation nuit surtout aux PME, qui ont généralement des besoins de financement peu importants. Là encore, des solutions sont nécessaires pour que la SERV puisse soutenir au mieux les exportateurs à l'avenir.

Il est encore trop tôt pour tracer les contours précis d'une éventuelle réforme. Pendant les prochains mois, la SERV réfléchira, en concertation avec les parties prenantes concernées, à l'orientation que devrait prendre le projet de réforme afin de résoudre efficacement les problèmes identifiés.

La SERV pourra alors continuer à remplir au mieux sa mission, à savoir épauler les exportateurs suisses, y compris dans les moments difficiles.



Barbara Hayoz
Présidente du conseil
d'administration



Peter Gisler
Directeur